INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 2 février 2022**

* Les principaux marchés actions européens ont clôturé en hausse malgré l'hésitation de Wall Street. Le CAC 40 a gagné 0,22% à 7 115,27 points. L'Euro Stoxx 50 a progressé de 0,04% à 4 225,98 points. Aux Etats-Unis, le Dow Jones et le Nasdaq cèdent 0,08% et 0,2%.
* Les actions européennes ont prolongé leur rebond dès l'ouverture, portées par les clôtures de Wall Street hier soir et des places asiatiques. Les investisseurs espèrent que la normalisation de la politique monétaire de la Fed sera progressive afin de ne pas risquer de briser la croissance. Dans le même temps, ils semblent s'être rangés à l'avis de la banque centrale selon lequel le contrôle de l'inflation est devenu primordial.
* Une analyse que ne partage pas (encore) la BCE même si la pression monte. En janvier, l'inflation en zone euro a atteint 5,1% sur un an, soit un niveau record, très loin de l'objectif cible d'environ 2% de la banque centrale. Ce taux est par ailleurs bien supérieur au consensus qui tablait sur +4,4%. Dans ce cadre, les conclusions de la réunion de la BCE devraient être analysées avec attention demain après-midi.
* Alors que l'incertitude concernant les banques centrales reste élevée, les marchés ont bien accueilli les résultats et prévisions solides d'Alphabet. La maison mère de Google a nomment réalisé un chiffre d'affaires record qui soutient les valeurs technologiques.
* Cette brillante performance, ainsi que celle dévoilée par le fabricant de puces AMD, ont permis de compenser l'annonce d'une destruction inattendue d'emplois dans le secteur privé américain le mois dernier en raison d'Omicron.
* L'optimisme des marchés pourrait cependant se tempérer à court terme en raison du risque géopolitique. Face à la menace russe, les Etats-Unis envisagent de déployer 3 000 militaires dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est.
* A l'issue de leur réunion qui s'est tenue ce mercredi, les pays de l'OPEP+ ont décidé de reconduire pour un mois la hausse 400 000 barils par jour de leur production mensuelle de pétrole en mars 2022. Dans le même temps, l'agence de l'énergie américaine a publié des stocks de brut en baisse de 1,046 million de barils au cours de la dernière semaine de janvier, alors que les analystes attendaient une hausse de 1,525 million. En fin de journée, le prix du Brent de la Mer du nord se stabilise juste en-dessous de la barre symbolique des 90 dollars.
* Le dollar recule de 0,30% mercredi face à la devise indonésienne, le billet vert s'échangeant désormais contre 14 345 roupies. Pourtant, le taux d'inflation dans l'archipel d'Asie du Sud-Est est passé de 1,87% en décembre dernier à 2,18% en janvier 2022, soit son plus haut niveau depuis 20 mois. Ceci alors que le consensus du marché était de 2,15 %, dans un contexte de restrictions strictes du Covid-19 suite à l'augmentation des cas du variant Omicron. Ce taux reste malgré tout dans la fourchette cible de la banque centrale indonésienne, comprise entre 2% et 4%.
* L'inflation en zone euro ressort, en première estimation, à 5,1% en janvier sur un an, contre 5% en décembre. Le consensus tablait sur 4,4%. Sur un mois, l'inflation s'établit à 0,3%. Hors énergie et alimentation, l'inflation ressort à 2,5% sur un an, après 2,7% en décembre.
* L’enquête ADP révèle que le secteur privé américain a détruit 301 000 emplois en janvier 2022. Le consensus Reuters tablait sur la création de 207 000 emplois après 776 000 en décembre 2021 (chiffre révisé de 807 000).

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, les valeurs de croissance et technologiques, malmenées ces dernières semaines par la hausse des taux, ont pris leur revanche. Eurofins a gagné 2,2%, Veolia, 2,1% et Dassault Système, 2,1%.
* A contrario, le titre Thalès a cédé 3,09%, pénalisé par la rumeur d'un intérêt pour la branche cybersécurité d'Atos. Ce dernier, dopé par la spéculation, a bondi de plus de 8%.
* Evoluant en légère baisse sur la première partie de séance, Thales a brusquement décroché dans l’après-midi, pour occuper la dernière place du CAC 40 avec un recul de 3,09 % à 80,28 euros. A l’inverse, Atos a bondi de 8,16 % à 35,01 euros et s’adjuge la première place du SBF 120. Selon Reuters, Thales aurait pris contact avec des investisseurs financiers en vue d'un rachat de la division cybersécurité d'Atos (BDS), et ce, dans le cadre d’une opération estimée à près de trois milliards de dollars.

Thales et son conseil Centerview Partners auraient approché plusieurs fonds de capital-investissement, dont Bain Capital, en vue d'étudier la possibilité d'une offre commune sur Atos préalable à la scission de ses activités, a ajouté le média sur la base de sources anonymes.

Mais l'entreprise pourrait s'avérer périlleuse. Reuters explique que le gouvernement français serait réticent à l'idée de voir des " champions nationaux " comme Atos passer sous le contrôle d'investisseurs étrangers. D'autant plus qu'une élection présidentielle se profile à l'horizon.

* C’est une nouvelle révélation qui vient nourrir le scandale Orpea (-3,67% à 38,63 euros). Le Canard Enchaîné a rapporté qu’Yves Le Masne, l’ancien directeur général fraîchement limogé, a vendu des milliers d’actions de l’exploitant d’Ehpad après avoir été mis au courant de la préparation du livre « Les Fossoyeurs ». Sur un avis de l’AMF, il apparaît qu’Yves Le Masne a vendu 5 456 actions en juillet dernier, en trois opérations distinctes, ce qui lui a permis d’empocher plus de 588 000 euros.

Ces cessions ont été réalisées à un prix unitaire moyen de 107,8534 euros, un niveau sans commune mesure avec le cours actuel (post-scandale).

Yves Le Masne n'a pas encore réagi publiquement à cette affaire.

" Nous avons été informés de cela parce qu'il y a un rapport remis à l'AMF ", a expliqué pour sa part Philippe Charrier, le nouveau patron d'Orpea. " Les autorités examineront ce cas avec l'intéressé, il avait peut-être de bonnes raisons mais je ne vais pas le juger à la place des autorités ", a ajouté le dirigeant sur BFMTV.

* Roche Bobois a progressé de 2,75% à 37,40 euros au lendemain de la publication d'une activité annuelle supérieure aux attentes. En effet, en 2021, l'enseigne d'ameublement haut de gamme a réalisé un chiffre d'affaires record de 333,9 millions d'euros, en hausse de 25,5% sur un an, alors que les analyste de Midcap Partners anticipaient 328 millions. Ce chiffre représente également une hausse de de 21,5% par rapport à l'exercice 2019, période pré-crise. Cela "reflète à nouveau l'attractivité forte des marques du groupe et la très bonne maîtrise des délais de livraisons", affirme Roche Bobois.
* MND a décollé de 30,28 % à 5,34 euros l’action, dans le sillage de son point d’activité du premier semestre 2021-2022. Entre juillet et décembre 2021, le spécialiste de la mobilité par câble, des systèmes d'enneigement, de la sécurité en montagne et des infrastructures de loisirs à sensations a réalisé un chiffre d’affaires de 39,7 millions d’euros, en hausse de 41%. À mi-exercice, il s'établit déjà quasiment au niveau d'activité enregistré sur l'ensemble du dernier exercice (41 millions d’euros).

La croissance est tirée par la performance du pôle Enneigement & Remontées mécaniques (+79 % à 30,7 millions d'euros) et la réalisation de nombreux projets internationaux au cours de la période.

* Très volatil mercredi, le titre Lexibook a finalement terminé sur une hausse de 1,75% à 5,23 euros après la publication d'un dernier trimestre 2021 très dynamique. L'action du fabricant de jeux électroniques pour enfants gagne ainsi plus de 22% depuis le 1er janvier. Au plus haut de ce matin, Lexibook évoluait sur ses niveaux de mai 2013. Lexibook a réalisé au troisième trimestre, clos fin décembre, de son exercice 2021/2022, un chiffre d'affaires de 21,86 millions d'euros, en hausse de 58,8%.

Ce trimestre est stratégique car il s'agit de celui des fêtes de fin d'année et est donc traditionnellement le trimestre le plus fortement contributeur de chiffre d'affaires de l'année.

La société s'est félicité de cette croissance réalisée en dépit des décalages de livraisons liés aux tensions sur la chaîne logistique.

**ANALYSES**

* La hausse des prix alimentaires suscite beaucoup d'inquiétude. L’indice des prix internationaux alimentaires de l’Organisation pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) affiche une hausse de 25 % en 2021 par rapport à 2020, rejoignant son niveau d'il y a dix ans. Cependant, si les cours des céréales et des huiles végétales ont flambé, c'est moins le cas du sucre, des produits laitiers et de la viande.

Les raisons de la hausse sont multiples. Tout d'abord, la production agricole est soumise aux chocs climatiques (comme les inondations en Thaïlande et au Bangladesh), même si globalement les récoltes de 2021 ont été meilleures que prévu. De plus, l'agriculture utilise des intrants dont le coût dépend du prix du pétrole : non seulement des engrais mais aussi de l'électricité pour réfrigérer les entrepôts ou faire tourner les usines de transformation. L'agriculture est aussi dépendante du transport : le fret maritime et aérien a été perturbé par la pandémie de Covid-19 ; le coût du transport routier suit la hausse du prix de l'essence.

La hausse des prix montre combien la production alimentaire est désormais intégrée au reste de l'économie. Cette interdépendance s'observe à plusieurs niveaux : l'importance des échanges commerciaux (en moyenne, 20 % des calories consommées dans un pays proviennent d'importations) ; la complémentarité entre les activités de production et de commercialisation ; et les arbitrages (selon les prix) entre alimentation humaine, alimentation animale et biocarburants, pour des cultures comme la betterave, le soja ou le maïs.

Face à cette interdépendance multiple, les solutions constituant à considérer l'agriculture comme un secteur à part, séparé du reste de l'économie et exclusivement domestique, comme les interdictions temporaires à l'exportation, le contrôle des prix alimentaires, ou la mise en place de stocks nationaux, sont vouées à l'échec. Il faut au contraire jouer sur tous les maillons de l'offre alimentaire, de la production à la logistique, au transport et à la distribution, tout en prenant en compte la demande croissante d'énergie verte.

Du côté de la demande, le Covid-19 a relancé la faim dans le monde : environ 800 millions de personnes ont souffert de la faim en 2020,161 millions de plus qu'en 2019, selon la FAO, et près de 3 milliards de personnes n'ont pas une alimentation saine qui leur procure les nutriments dont ils ont besoin (pour un coût moyen de 4 dollars par jour). Certains pays sont particulièrement touchés par des épisodes climatiques extrêmes ou par des conflits, comme le Yémen, le Soudan, l'Ethiopie, Madagascar, ou le Venezuela. Eradiquer la faim d'ici à 2030, le deuxième des objectifs de développement durable adoptés par la communauté internationale, semble hors de portée.

La première réponse à la crise est l'aide alimentaire. Cette aide humanitaire doit reprendre, même en Afghanistan. Cependant, là aussi, il faut décloisonner : l'insécurité alimentaire est une des dimensions de l'inégalité sociale, particulièrement liée à l'inégalité en matière de santé et, par les handicaps cognitifs qu'elle entraîne, à l'inégalité en matière d'éducation. L'aide alimentaire est une première réponse indispensable, mais il faut aller plus loin et affirmer le droit de tout être humain à une alimentation adéquate : non seulement une alimentation suffisante et saine, constante et accessible mais aussi une alimentation qui préserve l'environnement et respecte la dignité de la personne, bref, considérer l'alimentation comme un élément de justice sociale.

**L’AGENDA DU 3 février 2021**

**9h50 en France**   
Indices (définitifs) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**9h55 en Allemagne**  
Indices (définitifs) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**10h00 en zone euro**  
Indices (définitifs) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**13h00 au Royaume-Uni**  
Décision de politique monétaire de la Banque d'Angleterre  
  
**13h45 en zone euro**  
Décision de politique monétaire de la BCE  
  
**14h30 aux Etats-Unis**  
Inscriptions hebdomadaires au chômage / Productivité au quatrième trimestre / Evolution des coûts unitaires du travail au quatrième trimestre  
  
**15h45 aux Etats-Unis**  
Indices (définitifs) des directeurs d'achat pour les secteurs manufacturier et des services en janvier  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Indice des directeurs d'achat (ISM) pour le secteur des services en janvier / Commandes à l'industrie en décembre